

CTRI 100 JOURS

redaction@sonapresse.com

L'éducation reprend doucement des couleurs

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

AU pas de charge ! Comme dans d'autres domaines, le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) n'a pas voulu perdre de temps dans le secteur de l'Éducation nationale et s'est employé à régler ou arranger certaines situations. La première mesure significative a été la mise à disposition de 1 000 postes budgétaires aux enseignants qui ne percevaient qu'un présalaire depuis des années. Ainsi, pour passer de la parole aux actes et conformément à la décision 0008 du président de la Transition, Brice Clotaire Oligui Nguema, la ministre de l'Éducation nationale, Camélia Ntoutoume-Leclercq, a procédé, en septembre passé, à la remise des bons de caisse pour le compte de la mise en solde de 1 000 postes budgétaires des enseignants au DCRH. Chaque enseignant dont le nom figurait sur les listes a pu ainsi récupérer son dû à l'esplanade du ministère de l'Éducation nationale.

Il y a quelques jours, le président de la Transition s'est rendu à Port-Gentil et notamment au lycée Joseph-Avaro-Ambourouet. Il a participé à des cérémonies officielles et a visité des infrastructures scolaires en rénovation. Il a également examiné des projets d'expansion scolaire, lancé des programmes d'éducation civique dans plusieurs écoles et procédé à la remise d'équipements informatiques et médicaux. Une manière de montrer qu'il souhaite s'impliquer directement dans la réforme du système éducatif gabonais.

Auparavant, Brice Clotaire Oligui Nguema avait rétabli la bourse scolaire d'un montant de 24 000 francs CFA, octroyée aux apprenants du secondaire et qui avait été suspendue voilà plusieurs années par l'ancien régime. Si on relève la remise officielle de 2 504 ordinateurs par le chef de l'État, la mise en service partielle du complexe d'Awendjé (31 salles de classe pour le collège et

le lycée qui y sont implantés), l'ouverture du Centre national de l'hygiène scolaire, etc., il n'en demeure pas moins que la moralisation de la vie scolaire et publique (par l'installation des clubs d'éthique dans les établissements secondaires) et le développement des valeurs civiques (par la cérémonie de lever et de baisser de drapeau ou encore la lutte contre les violences en milieu scolaire) constituent la clé de voûte du nouveau système éducatif auquel pense le CTRI. Mais difficile de faire renaître en 100 jours un univers que les anciens gouvernants ont consciencieusement détruit pendant plus de cinquante longues années. Alors, il reste forcément des points qu'il faut améliorer au cours des prochains mois.

Pour la Convention nationale des syndicats du secteur éducation (Conasysed), la mise à disposition de 3 000 postes budgétaires pour régler les problèmes de recrutement des enseignants ; le traitement des intégrations, titularisations, les avancements



Le président de la Transition Brice Clotaire Oligui Nguema en visite au complexe scolaire Nelson-Mandela de Libreville.

automatiques, les reclassements après stage ; la mise à disposition d'une enveloppe pour apurer

les rappels soldes des agents de l'administration, etc., seraient des signaux forts de la part du

nouveau pouvoir. Et cela en plus de ce qui a déjà été fait en ces 100 premiers jours.

Des actes pour une gestion transparente des finances publiques

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

LA prise du pouvoir par les militaires au Gabon avait fait naître une incertitude chez les bailleurs de fonds et autres institutions financières internationales. Mais aujourd'hui, les actions posées par le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) ont vite dissipé leurs inquiétudes. D'autant plus que dans un passé récent, ces partenaires du pays étaient tous au fait de la gestion calamiteuse du régime déchu. Les détournements des deniers publics et la corruption avaient atteint un niveau ahurissant, sans que personne ne s'en offusque. Désormais, la lutte contre la corruption et l'enrichissement illégitime, pour ne citer que cet aspect,



présente un nouveau visage. Les observateurs peuvent relever les opérations menées. Durant les jours qui ont suivi l'investiture du président de la Transition, Brice Clotaire Oligui Nguema, d'importantes saisies ont été opérées. Notamment la confiscation de 144 véhicules acquis frauduleusement. Tous ont été redistribués à l'administration

publique qui en était dépourvue. Au cours de la même période, 7,2 milliards de francs avaient été saisis chez des personnalités du régime déchu. Le chef de l'État a remis cet argent au Premier ministre Raymond Ndong Sima, via un chèque de la BGF. De son côté, la Commission nationale de lutte contre l'enrichissement illicite (CNLCEI)

change de pied. Cette structure, tant décriée au sein de la population car son fonctionnement n'avait aucun impact positif dans la gestion publique, a récemment rencontré plusieurs responsables de l'État. Elle procède à une opération de distribution des fiches de déclaration des biens. Tous les hauts fonctionnaires sont enfin contraints de justifier leur patrimoine. Objectif pour le CTRI : instaurer la transparence dans la gestion des finances publiques. Les nouveaux gouvernants ont désormais recours systématiquement aux institutions bancaires pour le règlement des marchés publics. Les principales mairies sont aujourd'hui entre les mains d'officiers généraux, des hommes de loi pour instaurer une discipline financière.